

Collectif solidarité contre l'exclusion asbl

Résumés des études et analyses du CSCE 2022

réalisées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Service de l'Education permanente).

Etudes :

1 : EHS - Une vie professionnelle à l'arrêt, ou poursuivie dans la souffrance (Etat des lieux II) Gérald Hanotiaux (CSCE)

Thème : droit à la santé – in Ensemble !, n° 107, p. 50 à 69, 88.861 c

A ce jour, l'électrosensibilité est encore peu ou pas reconnue par les instances sanitaires officielles. Aux problèmes de santé rencontrés, s'ajoutent donc ceux liés à la non reconnaissance de la maladie. A titre de contribution à un nécessaire débat public, le CSCE a recueilli plus d'une quarantaine de témoignages de personnes électrosensibles, sur base desquels il tente d'expliquer le problème vécu et rencontré par ces personnes.

Après une première partie d'état des lieux général consacrée aux problèmes rencontrés par les personnes électrosensibles dans leur vie quotidienne (publiée dans Ensemble n°104, décembre 2020), cette seconde partie porte spécifiquement sur la vie professionnelle de nos témoins.

Ils évoquent les grandes difficultés à poursuivre leur vie professionnelle, en trouvant d'éventuels aménagements, mais la plupart ont simplement arrêté le travail, incapables d'encore fréquenter leur lieu de travail. Nous évoquons avec eux les grandes difficultés à faire reconnaître leur état de santé, tant par leur employeur que par les instances de sécurité sociale. Le flou règne et les inégalités de traitement sont au rendez-vous, le travailleur doit en dernier recours compter sur la sensibilité personnelle de l'employeur, du représentant syndical, du médecin, du médecin conseil, etc.

L'état des lieux est accompagné d'un témoignage détaillé d'une travailleuse reconnue en incapacité par l'Inami en raison de son électrosensibilité, à l'issue d'une procédure au tribunal du travail, publié dans la revue.

2 : Les dispositifs des titres-services et d'aide familiale : Une comparaison des conditions d'emploi et de travail

Nicolas Moens, Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE),

Thème : Droit à l'Emploi – droit au chômage, Publiée sur www.ensemble.be, (Synthèse dans Ensemble ! N° 107), 340.603 caractères.

Le dispositif des titres-services est un dispositif belge de création d'emplois visant à développer des services d'aide au ménage à domicile. Instauré par la loi du 20 juillet 2001, il met en relation des aide-ménagères, des entreprises et des utilisateurs à l'aide d'un titre de paiement qui permet une importante intervention publique dans le coût du service.

Cette étude vise à examiner la réussite du dispositif des titres-services, en ce qui concerne ses objectifs, officiels ou non, mais aussi en ce qui concerne la qualité des emplois supposés créés. Nous commençons par présenter en détail le dispositif des titres-services et son fonctionnement.

Nous l'évaluons ensuite en termes de création d'emploi, de lutte contre le travail au noir et de tremplin vers l'emploi, avant de nous questionner sur le coût du dispositif.

Après cette évaluation, nous examinons la qualité des emplois et du travail dans le système des titres-services. Pour cette évaluation, nous proposons de comparer l'emploi dans le dispositif des titres-services avec celui dans le service d'aide familiale. Les deux sont en effet similaires sur une série de dimensions (subvention publique, emploi majoritairement féminin, activité de service à domicile, volonté de triangulation de la relation de service par une organisation agréée), ce qui justifie la comparaison. Enfin, sur base de ces analyses, nous cherchons à identifier la rationalité politique sous-jacente à la mise en place et au maintien du dispositif des titres-services et les justifications qui ont guidé la manière particulière dont il a été organisé.

L'étude se conclut par une proposition de réforme du secteur des Titres-services, portée par le CSCE Asbl, qui propose de réorienter une partie des moyens octroyés vers le secteur des aides familiales.

3 : Kairos sur la vague du complotisme

Isabelle Philippon (CSCE)

Thème : Presse – Médias, Publiée sur www.ensemble.be, et in Ensemble !, n° 109, p. 4 à 53, 201.500 c.

Lancé au printemps 2012, le bimestriel Kairos promettait d'enrichir l'offre médiatique avec un regard qui romprait avec « le consumérisme, la croissance, le développement, le progrès, la marchandisation du monde ». A partir de la crise sanitaire du Covid, en 2020, la revue a relégué cette ambition au second plan pour faire du complotisme sa ligne de fond. Ce virage a permis à Kairos et – surtout – à Alexandre Penasse, son rédacteur en chef, d'accroître leur notoriété, quitte à s'engager dans des compagnonnages équivoques avec des groupes extrême-droite.

Cette étude éclaire la nature de la galaxie de Kairos (revue « papier », site web, réseaux sociaux, co-organisation d'événements, etc.), et tente de prendre la mesure de ce phénomène médiatique et politique, en démêlant le vrai du faux.

Elle dresse le constat de la triste dérive d'un projet de presse critique qui en est non seulement venu à cultiver le procédé du « clash pour le clash » afin de susciter de l'audience, mais également à agréger des supporters aux procédés problématiques (harcèlement de responsables politiques et de journalistes) ainsi qu'à développer des relations douteuses avec des groupuscules d'extrême-droite, comme Civitas, ce qui contribue dangereusement à leur banalisation.

Analyses :

1) Fuite des fournisseurs mais fourniture garantie

Paul Vanlerberghe (CSCE),

Thème : Droit à l'Énergie, Ensemble !, n° 107, p. 4 à 5, 9.406 c

Une nouvelle ordonnance relative à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale a été adoptée au parlement bruxellois ce 11 mars. Analyse de son contenu.

2) Le grand retrait des fournisseurs d'énergie

Paul Vanlerberghe (CSCE),

Thème : Droit à l'Énergie, Ensemble !, n° 107, p. 6 à 10, 21.416 c

En juillet 2021, deux fournisseurs, Octa+ et Mega, ont décidé de ne plus faire offre dans la Région de Bruxelles-Capitale. Conséquence : les usagers et le marché bruxellois de l'énergie se voient confrontés à un quasi duopole..

3) Faire face à l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité

Nicolas Per (CSCE),

Thème : Droit à l'Energie, Ensemble !, n° 107, p. 10 à 13, 14.835 c

En réponse à l'envol des prix du gaz et de l'électricité, le gouvernement fédéral a pris plusieurs mesures afin de diminuer les factures des ménages. A ce stade, elles sont loin d'être à la hauteur de la crise.

4) Le grand méchant juge

Isabelle Philippon (CSCE),

Thème : Droit à la Justice, Ensemble !, n° 107, p. 22 à 25, 13.700 c

L'aide à la jeunesse souffre de multiples dysfonctionnements. Pour certains magistrats, la faute en revient à l'Administration de générale de l'aide à la Jeunesse, qui les réduit, estiment-ils, au rang de méchants Pères ou Mères Fouettard et les prive de leurs prérogatives. Une version qui diffère radicalement de celle de l'administration...

5) Un dogme, la déjudiciarisation ? Non, une valeur essentielle !

Isabelle Philippon (CSCE)

Thème : Droit à la Justice, Ensemble !, n° 107, p. 28 à 33, 19.800 c

Le législateur a privilégié l'approche non judiciaire de l'aide à la jeunesse : ce n'est donc qu'en dernier recours que des jeunes en grande difficulté et leur famille doivent comparaître devant un juge. L'administration exerce donc es pouvoirs qui sont les siens et ne met pas des « bâtons dans les roues » des magistrats. Une lecture toute différente de celle des juges...

6) « Un choix de société ! »

Isabelle Philippon (CSCE)

Thème : Droit à la Justice, Ensemble !, n° 107, p. 40 à 46, 23.300 c

Les juges de la jeunesse reprochent à l' « administration » de les priver de leurs compétences, tandis que les autorités administratives louent la déjudiciarisation de l'aide à la jeunesse. Des positions en apparence irréconciliables, éclairées par le vécu de Joëlle Piquard et Huguette Poncelet, respectivement conseillère au SAJ de Liège et directrice du SPJ de Neufchâteau.

7) Objectifs atteints ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 107, p. 90 à 93, 16.230 c

Le système actuel des titres-services répond-il aux intentions mises en avant par ses promoteurs initiaux ? Non, si l'on se réfère aux débats parlementaires de 2001.

8) Titres-services : qui profite et qui paie ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 107, p. 98 à 103, 23.947 c

Il ne peut y avoir aucun doute sur les gagnants et les perdants du système des titres-services. Au plus aisés vont les subventions, aux travailleuses vont les mauvaises paies.

9) S'engluer dans la précarité

Yves Martens (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 107, p. 104 à 106, 14.464 c

Pour Soizic Dubot, coordinatrice socio-économique de Vie Féminine, le dispositif des titres-services doit être analysé à la lumière des inégalités de classe, de genre et d'origine qu'il articule.

10) Mettre le travail déclaré au prix du noir ?

Arnaud Lismond-Mertes CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 107, p. 112 à 113, 9.943 c

Augmenter le prix du titre-service payé par l'utilisateur à 12 euros ferait-il basculer les aides-ménagères dans le travail au noir ? Un raisonnement faux et dangereux.

11) MR : haro sur les chômeurs et les organisations syndicales

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 108, p. 5 à 8, 14.818 c

Le Mouvement Réformateur propose un nouveau « contrat sociétal » qui passe par la fin des allocations de chômage après deux ans et la suppression du rôle des organisations syndicales dans le paiement des allocations.

12) CSC Bruxelles : chômeurs sans allocations et services inaccessibles

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 108, p. 9 à 13, 22.790 c

Durant la pandémie et les confinements de nombreuses administrations ont fermé leurs bureaux, comme la plupart des lieux publics, les services de reportant sur des systèmes en ligne. Lorsque tout a rouvert, certains services sont étonnamment restés fermés. L'étonnement est d'autant plus important lorsqu'il s'agit d'un syndicat, dont l'un des rôles est d'être l'organisme de paiement des allocations de chômage. Le manque d'accès physique aux centres de services de la CSC a entraîné de nombreux problèmes pour les chômeurs affiliés à ce syndicat, dont certains sont restés des mois sans allocations. Le groupement Travail social en lutte s'est mobilisé pour réclamer la réouverture des centres de services de la CSC et dénoncer les tâches qui ont reposé sur les travailleurs sociaux notamment durant la pandémie.

13) OP fermé, Chômeur.euse.s en colère

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 108, p. 14 à 21, 36.601 c

A travers le groupe Facebook « Chomeurs.ses CSC en colère », des travailleurs.euses sans emploi de la CSC Bruxelles expriment les drames causés par l'interminable fermeture de leur organisme de paiement (OP). Et ils s'organisent pour faire valoir leurs droits.

14) Mission impossible de service public ?

Yves Martens (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 108, p. 37 à 40, 15.619 c

Quatre organismes de paiement (OP) assurent en Belgique le versement des allocations de chômage. Une mission publique dont le (sous-) financement pose question...

15) Quand le MR veut porter atteinte au pluralisme des médias

Isabelle Philippon (CSCE)

Thème : Presse-Médias, Ensemble !, n° 108, p. 44 à 45, 9.390 c

La revendication de Georges-Louis Bouchez, le président du MR, de porter le fer dans les aides à la presse périodique n'a pas passé le cap du conclave budgétaire. Cette « victoire » a néanmoins un goût amer : la saillie de Bouchez a montré que de sombres nuages planent sur le pluralisme de la presse. La vigilance reste donc plus que jamais de rigueur.

16) La précarité sur les planches et les écrans

Denis Desbonnet (CSCE)

Thème : Lutte contre la pauvreté, Ensemble !, n° 108, p. 46 à 49, 16.908 c

L'art et le social se rencontrent souvent et plus encore ces derniers temps. Tour d'horizon de quelques perles que ces échanges ont créées...

17) CPAS et organismes de paiement du chômage : des solutions... et des problèmes

Yves Martens (CSCE)

Thème : CPAS – Droit à l'aide sociale, Ensemble !, n° 108, p. 50 à 53, 19.203 c

Le CPAS peut-il (veut-il?) offrir une solution temporaire, durant la période d'attente que constitue le traitement d'une demande d'allocation de chômage ? La réponse est oui mais... Mais pas toujours. Et pas toujours sans que cela n'entraîne d'autres problèmes...

18) Numérisation rime avec déshumanisation

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Thème : Lutte contre la pauvreté, Ensemble !, n° 108, p. 54 à 61, 35.973 c

Depuis des années nous constatons une numérisation galopante de tous les domaines de la vie quotidienne. Les démarches administratives n'échappent pas à la règle et cette numérisation s'accompagne souvent de la disparition de tout autre moyen de joindre les administrations, les guichets physiques où les personnes peuvent se rendre disparaissent, et il est de plus en plus difficile de pouvoir joindre quelqu'un au téléphone. Près de la moitié des Belges ont des difficultés avec le numérique au quotidien, et ces difficultés sont plus marquées pour les publics précarisés. L'association Lire et Ecrire Bruxelles a été à l'initiative de différentes manifestations à Bruxelles et en Wallonie pour attirer l'attention sur la situation d'exclusion des personnes en difficulté avec la lecture et l'écriture, et l'impossibilité de faire valoir leurs droits

19) Comprendre « Ce qui nous arrive »... pour ne plus subir !

Denis Desbonnet (CSCE)

Thème : Lutte contre la pauvreté, Ensemble !, n° 108, p. 64 à 68, 22.839 c

« État des lieux » du secteur social et du « non-marchand » au sens large, après les séismes du Covid, de la sécheresse et des inondations « climatiques », puis de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique.

20) Les chiffres (et un peu les lettres) de la pauvreté

Yves Martens (CSCE)

Thème : Lutte contre la pauvreté, Ensemble !, n° 108, p. 69 à 73, 20.117 c

Les décideurs politiques accordent beaucoup d'importance aux chiffres et aux indicateurs. Si l'outil peut être utile, il faut bien comprendre ce qu'il contient (voire cache). Et ne pas s'arrêter aux seules statistiques.

21) La pauvreté à Bruxelles en 2021

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Lutte contre la pauvreté, Ensemble !, n° 108, p. 73 à 75, 10.770 c

Une personne sur quatre sous le seuil de pauvreté et une explosion des problèmes de santé mentale. C'est le portrait de la Région bruxelloise que dresse son « Baromètre social » 2021.

22) L'évolution des prix de l'énergie et des protections sociales à Bruxelles

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Énergie, Ensemble !, n° 108, p. 76 à 79, 11.798 c

Comment les prix du gaz et de l'électricité ont-ils augmenté depuis 2020? Quelles sont les protections sociales qui ont été développées? Focus sur la situation en région bruxelloise.

23) L'accès à l'énergie à Bruxelles dans un contexte de crise

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Énergie, Ensemble !, n° 108, p. 79 à 83, 20.863 c

Comment l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité impacte-t-elle concrètement les ménages bruxellois ? Pour le savoir nous avons rencontré l'équipe d'Infor Gaz Elec.

24) La libéralisation KO, mais toujours debout

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Énergie, Ensemble !, n° 108, p. 84 à 88, 21.961 c

Prix élevés, services médiocres, privatisation des gains et collectivisation des pertes : le bilan de la libéralisation européenne du marché du gaz et de l'électricité est accablant. Mais qui est prêt à en tourner la page ?

25) Qui sont les travailleuses et travailleurs des CPAS bruxellois ?

Yves Martens (CSCE)

Thème : CPAS – Droit à l'aide sociale, Ensemble !, n° 109, p. 54 à 60, 26.757 c

Une radiographie des caractéristiques des travailleurs, qui sont surtout des travailleuses, des 19 CPAS bruxellois permet de saisir une partie des enjeux auxquels ceux-ci sont confrontés en termes de recrutement, de management et de fidélisation de leur personnel...

26) CPAS : travail social en crise !

Yves Martens (CSCE)

Thème : CPAS – Droit à l'aide sociale, Ensemble !, n° 109, p. 60 à 67, 25.993 c

Les CPAS sont de plus en plus sollicités par les crises successives et du fait de mesures prises à d'autres niveaux de pouvoir. Cette situation est difficile pour toutes les parties prenantes. Focus sur les travailleuses sociales et travailleurs sociaux qui sont l'unique l'interface entre les autorités et les bénéficiaires.

27) 2024 : toute la droite unie pour limiter dans le temps les allocations de chômage

Arnaud Lismond-Mertes CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 109, p. 68 à 73, 21.973 c

VB, N-VA, Open VLD, CD&V, MR, Les Engagés : toutes les forces politiques de droite belges se sont désormais ralliées au projet de limiter dans le temps les allocations de chômage. Avec l'appui des fédérations patronales (dont la FEB) et le soutien moral de l'OCDE et du FMI

28) Le Forem s'enlise dans sa réforme

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 109, p. 80 à 84, 22.463 c,

Les trois organisations syndicales du Forem ont déposé un préavis d'actions et de grève et demandent de suspendre la mise en place de l'accompagnement adapté. Alors que la digitalisation devait presque tout gérer, elle fonctionne (très) mal et le Forem semble perdre le contact avec son public.

29) Chômeurs en colère contre les dysfonctionnements de la CSC

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 109, p. 93 à 97, 22.757 c,

Arnaud, Laura, Aïda et Cédric sont quatre membres du groupe « Chômeurs.euses CSC en colère », créé pour exiger la réouverture des centres de services de la CSC Bruxelles. Ils et elles présentent leur mobilisation.

30) Penser le RDB, avec Daniel Dumont et contre Daniel Dumont

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 109, p. 108 à 112, 17.159 c,

L'analyse critique du RDB faite par Daniel Dumont est salutaire. Mais ne reste-t-elle pas trop limitée ? Assume-t-elle la conflictualité sociale à l'origine de la Sécu et l'horizon de l'État social porté par le mouvement ouvrier ?

31) Le RDB Jeunes du PS : une universalisation en trompe-l'œil

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Thème : Droit à l'Emploi et au chômage, Ensemble !, n° 109, p. 113 à 117, 16.413 c,

Paul Magnette, président du PS met en avant l'idée d'un Revenu de base Jeunes, au nom d'un renouveau idéologique écosocialiste et d'une universalisation des droits. Un contresens, selon nous.

32) Une injustice à supprimer

Yves Martens (CSCE)

in L'Esperluette n°114, p. 9 à 10, 12.018 c, site www.ensemble.be , site www.ciep.be

S'il est un sujet récurrent dans le domaine de la protection sociale en Belgique, c'est bien celui du statut de cohabitant.e. Cela fait plus de quarante ans que sa suppression est régulièrement revendiquée.

